



PREFET DES DEUX-SEVRES

Préfecture  
Service de la Coordination et du Soutien Interministériels  
Pôle de l'environnement  
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Arrêté Préfectoral Complémentaire  
n° 5965 du 8 mars 2018  
relatif à l'actualisation de la situation administrative de l'usine Est  
exploitée par la SA RIBOULEAU MONOSEM, sur la commune de  
LARGEASSE

Le Préfet des Deux-Sèvres  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

- Vu** le code de l'Environnement, livre V, titre 1<sup>er</sup> et de son livre Ier dont notamment les articles R.181-45 et R.181-46 ;
- VU** le tableau constituant la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement annexé à l'article R511-9 du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 4624 du 22 mars 2007 relatif à l'actualisation de la situation administrative de l'usine EST exploitée par la société RIBOULEAU MONOSEM, située sur la commune de LARGEASSE ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 29 août 2017 portant délégation de signature à M. Didier DORÉ, Secrétaire Général de la Préfecture des Deux-Sèvres ;
- Vu** les dossiers déposés les 24 décembre 2013, 29 octobre 2014 et 6 février 2015 par la société RIBOULEAU MONOSEM relatifs à une demande de mise à jour de la situation administrative de son établissement et à un projet de construction d'un bâtiment modulaire au sein de son site ;
- Vu** le courrier de l'exploitant du 26 mai 2016 fournissant les éléments nécessaires de comparaison et d'évaluation entre les critères de classement vis-à-vis des anciennes rubriques et justifiant le reclassement dans les nouvelles, ainsi qu'un projet de nouveau tableau de classement ;
- Vu** le rapport et les propositions en date du 30 novembre 2017 de l'inspection des installations classées ;
- Vu** l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques (CoDERST), réuni le 23 janvier 2018 ;
- Vu** le projet d'arrêté transmis à la société RIBOULEAU MONOSEM, en application de l'article R 181-40 du code de l'environnement, en l'invitant à formuler ses observations dans le délai de 15 jours ;
- Vu** la réponse de l'exploitant reçue le 1<sup>er</sup> mars 2018 mentionnant n'avoir aucune remarque à formuler sur ce projet d'arrêté ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup>

L'arrêté préfectoral n° 4624 du 22 mars 2007 autorisant la société RIBOULEAU MONOSEM à exploiter des activités de peinture, d'assemblage et de traitement de surface des pièces destinées à la fabrication de machines agricoles sur la commune de LARGEASSE (Usine Est) est modifié ainsi qu'il suit :

### ➤ ARTICLE 1.2.1 - LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNEES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSEES

| Rubrique | Alinéa | AS,A,<br>D,NC | Libellé de la rubrique<br>(activité)  | Nature de l'installation   | Critère de<br>classement | Seuil<br>du critère   | Unité<br>du<br>critère | Volume<br>autorisé |
|----------|--------|---------------|---|--|--------------------------|-----------------------|------------------------|--------------------|
| 2565     | 2a     | A             | Traitement de surface des métaux par voie électrolytique ou chimique  | Bain de dégraissage : 5700 l<br>Bain de déphosphatation : 4700l  | Volume stocké            | > 1500                | l                      | 10 400             |
| 2940     | 1a     | A             | Application, cuisson et séchage de peinture par procédé trempé  | Cataphorèse : 16 000 l<br>Bain peinture à l'eau : 200 l<br>le volume de déverse 2000l<br>le volume lié aux canalisations de 3000 l   | Volume stocké            | > 1000                | l                      | 21 200             |
| 2940     | 2b     | DC            | Application, cuisson, séchage de peinture par pulvérisation   | 1 cabine   | Volume V/j               | $10 < V \leq 100$     | l/J                    | 20                 |
| 2940     | 3b     | DC            | Application, cuisson et séchage de peinture poudre à base de résines organiques   | 3 cabines  | QuantitéQ/j              | $20 < Q \leq 200$     | kg/j                   | 130                |
| 1532     | 3      | D             | Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique n°1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public. | Zone extérieure de stockage de palettes et tasseaux en bois comprenant deux aires distinctes, pour un total de 1050 m <sup>3</sup> .<br>Dimensions des aires :<br>- 30*7*3<br>- 20*7*3 | Volume V stocké          | $1000 < V \leq 20000$ | m <sup>3</sup>         | 1050               |
| 2575     | /      | D             | Emploi de matières abrasives telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc sur un matériau quelconque pour dépolissage, décapage, grainage   | grenailleuse : 108 kW  | Puissance                | > 20                  | kW                     | 108                |
| 2910     | A2     | D             | Installation de combustion  | Bâtiment exploitation :  | Puissance                | $2 < P < 20$          | MW                     |                    |

|      |    |   |  |  |            |               |                |      |
|------|----|---|--|--|------------|---------------|----------------|------|
|      |    |   |  | -6 brûleurs fours alimentés en gaz propane pour une puissance globale de 2255 kW,<br>- 1 chaudière gaz puissance de 25 kW (bâtiment pièces détachées),<br>-19 aérothermes totalisant une puissance de 995,5 kW (bâtiment d'exploitation),<br>-5 radians totalisant une puissance de 75 kW (bâtiment Showroom)<br>-1 groupe électrogène FOD d'une puissance de 68 kW (bâtiment d'exploitation). |            |               |                | 3,43 |
| 2925 |    | D | Atelier de charge d'accumulateurs  | 33 moyens de levage électriques  | Puissance  | > 50          | kW             | 83   |
| 2663 | 2c | D | Stockage de pneumatiques et de produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères   | 2 stockages séparés géographiquement<br>Dépôt de plastique (trémies) dans le bâtiment situé à l'Est du site : 470 m <sup>3</sup><br>Dépôt de pneumatiques en extérieur à l'Est : 700 m <sup>3</sup>  | Volume V   | 1000<V<10 000 | m <sup>3</sup> | 1170 |
| 4718 | 2  | D | Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL et biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène). | 1 citerne de gaz propane liquéfié<br>6 récipients sous pression de 35 kg l'unité   | Quantité Q | 6≤Q<50        | t              | 28,3 |

A (autorisation) E (enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle)

Unités du Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

#### ➤ ARTICLE 1.2.2 - SITUATION DE L'ETABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur la commune et les parcelles suivantes :

| Commune   | Feuille 000 AP01 parcelles                               |
|-----------|--|
| Largeasse | N° 287, 290, 297, 284, 286, 291, 292, 179, 181, 293, 296 |

#### ➤ ARTICLE 1.2.3 - CONSISTANCE DES INSTALLATIONS AUTORISEES

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de façon suivante :

L'établissement est implanté sur une parcelle de 60 057 m<sup>2</sup> pour une surface bâtie d'environ 18 450 m<sup>2</sup>.

Elle est spécialisée dans la fabrication de matériel agricole.

Les activités sont exercées 5 jours sur 7 de 08h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h30.

➤ARTICLE 3.2.2 - CONDUITS ET INSTALLATIONS RACCORDÉES

| N° de conduit d'évacuation chaîne de peinture | Installations raccordées             | Puissance ou capacité    | Combustible |
|---|--------------------------------------|--------------------------|-------------|
| 1   | Four de cuisson peinture poudre      | 4 000 m <sup>3</sup> /h  |             |
| 2   | Four de cuisson peinture poudre      |                          |             |
| 3   | Four de cuisson peinture poudre      | 2 000 m <sup>3</sup> /h  |             |
| 4   | Four de cuisson peinture poudre      | 4 000 m <sup>3</sup> /h  |             |
| 5   | Four de cuisson peinture cataphorèse | 4 000 m <sup>3</sup> /h  |             |
| 6   | Four de cuisson peinture cataphorèse |                          |             |
| 7   | Four de cuisson peinture cataphorèse | 2 000 m <sup>3</sup> /h  |             |
| 8   | Four de cuisson peinture cataphorèse |                          |             |
| 9   | Four de cuisson peinture cataphorèse | 4 000 m <sup>3</sup> /h  |             |
| 10  | Vapeur                               | 4 000 m <sup>3</sup> /h  |             |
| N° de conduit évacuation fumée brûleurs gaz   | Installations raccordées             | Puissance ou capacité    | Combustible |
| 11  | Brûleur four                         | 400 kW                   | Gaz propane |
| 12  | Brûleur four                         | 400 kW                   | Gaz propane |
| 13  | Brûleur four                         | 350 kW                   | Gaz propane |
| 14  | Brûleur four                         | 435 kW                   | Gaz propane |
| 15  | Brûleur bain Phosphatant             | 250 kW                   | Gaz propane |
| 16  | Brûleur bain Dégraissant             | 420 kW                   | Gaz propane |
| N° de conduit évacuation vapeur d'eau         | Installations raccordées             | Puissance ou capacité    | Combustible |
| 21  | Etuve de dégraissage                 | 10 000 m <sup>3</sup> /h |             |
| 22  | Etuve de rinçage                     | 4 000 m <sup>3</sup> /h  |             |
| 23  | Etude de rinçage                     | 4 000 m <sup>3</sup> /h  |             |
| N° cheminée chauffage                         | Installations raccordées             | Puissance ou capacité    | Combustible |
| 24  | Chaudière à Gaz                      | 25 kW                    | Gaz propane |

➤ **ARTICLE 3.2.3 - CONDITIONS GÉNÉRALES DE REJET**

| N° de conduit évacuation fumée brûleurs gaz | Hauteur en m | Diamètre en m | Débit nominal en Nm <sup>3</sup> /h | Vitesse mini d'éjection en m/s |
|---|--------------|---------------|-------------------------------------|--------------------------------|
| 11  | 8 m          | 0,30          | 352                                 | 5 m/s                          |
| 12  | 8 m          | 0,30          | 352                                 | 5 m/s                          |
| 13  | 8 m          | 0,32          | 308                                 | 5 m/s                          |
| 14  | 8 m          | 0,32          | 383                                 | 5 m/s                          |
| 15  | 8 m          | 0,35          | 220                                 | 5 m/s                          |
| 16  | 8 m          | 0,27          | 370                                 | 5 m/s                          |

➤ **ARTICLE 3.2.4 - VALEURS LIMITES DES CONCENTRATIONS DANS LES REJETS ATMOSPHÉRIQUES**

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O<sub>2</sub> précisée dans le tableau ci-dessous.

| Concentrations instantanées en mg/            | Conduit n° 11 à 16 | Conduits n° 21 à 23 |
|---|--------------------|---------------------|
| Concentration en O <sub>2</sub> de référence  | 6 % en volume      |                     |
| Poussières                                    | 5                  |                     |
| SO <sub>2</sub>                               | 35                 | 100                 |
| NO <sub>x</sub> en équivalent NO <sub>2</sub> | 150                | 200                 |
| CO  | 250                |                     |
| COV nm  | 50                 |                     |
| Acidité totale exprimée en H                  |                    | 0,5                 |
| Alcalins, exprimés en OH                      |                    | 10                  |
| NH <sub>3</sub>                               |                    | 30                  |

Les valeurs limites d'émission ci-dessus sont des valeurs moyennes journalières.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesures en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite.

Les mesures, prélèvements et analyses sont effectués selon les normes en vigueur ou à défaut selon les méthodes de référence reconnues.

➤ **ARTICLE 4.1.1 - ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU**

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :

| Origine de la ressource | Consommation maximale annuelle | Débit maximal    |                   |
|-------------------------|--------------------------------|------------------|-------------------|
|                         |                                | Horaire          | Journalier        |
| Réseau public           | 1000                           | 1 m <sup>3</sup> | 7 m <sup>3</sup>  |
| Forage (2)              | 2500                           | 3 m <sup>3</sup> | 20 m <sup>3</sup> |

Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel ou dans un réseau public sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces mesures sont régulièrement relevées et le résultat est enregistré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours, et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.

➤ **ARTICLE 4.3.8 - VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX RÉSIDUAIRES APRÈS ÉPURATION**

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduares de l'atelier de traitement de surfaces dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

| Paramètre                  | Concentration moyenne journalière (mg/l) | Flux maximal journalier (g/j) ou flux maximal spécifique |
|----------------------------|--|--|
| <i>Débit</i>               | <i>6 m<sup>3</sup>/j</i>                 |  |
| <i>Zn</i>                  | <i>3</i>                                 | <i>18</i>  |
| <i>Fe</i>                  | <i>3,3</i>                               | <i>20</i>  |
| <i>Al</i>                  | <i>3,3</i>                               | <i>20</i>  |
| <i>MEST</i>                | <i>20</i>                                | <i>120</i>   |
| <i>DCO</i>                 | <i>400</i>                               | <i>2400</i>  |
| <i>F</i>                   | <i>10</i>                                | <i>60</i>  |
| <i>Azote global</i>        | <i>100</i>                               | <i>600</i>   |
| <i>Phosphore total</i>     | <i>50</i>                                | <i>300</i>   |
| <i>Indice hydrocarbure</i> | <i>3,3</i>                               | <i>20</i>  |

Les valeurs limites d'émission ci-dessus sont des valeurs moyennes journalières.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesures en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite.

➤ **ARTICLE 5.1.7 - DÉCHETS PRODUITS PAR L'ÉTABLISSEMENT**

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont limités aux quantités suivantes :

| Type de déchets   | Production maximale annuelle |
|---|------------------------------|
| Déchets non dangereux valorisés (hors métaux) (papiers, cartons, bois)      | 122 t                        |
| Déchets industriels banals  | 25 t                         |
| Déchets industriels dangereux (déchets peinture, sablage, boues de station) | 140 t                        |

Conformément à l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets, pour une production annuelle de déchets dangereux > 2 t l'exploitant est tenu d'en faire la déclaration sur le site Internet dédié : GERP.

➤ **ARTICLE 7.6.3 - RESSOURCES EN EAU ET MOUSSE**

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- deux réserves d'eau (citernes souples) constituée au minimum de 400 et 100 m<sup>3</sup> dotées de deux prises d'aspiration hors gel chacune;
- une réserve d'eau (située à 650 m -sis rue Edmond Ribouveau) constituée au minimum de 360 m<sup>3</sup> à l'usage des entreprises de la ZA,
- trois poteaux d'incendie (n°9,10 et 11) implantés à moins 400 m des bâtiments, leur débit unitaire.
- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles.

### ➤ ARTICLE 7.6.6.1 - BASSIN DE CONFINEMENT

Les eaux d'extinction d'incendie sont retenues à l'intérieur du site et la capacité de rétention représente 2 160 m<sup>3</sup> minimum.

**Les bassins sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation.**

| TRAVAUX  | ECHÉANCE | CAPACITÉ             |
|--|----------|----------------------|
| BASSIN D'ORAGE ET DE CONFINEMENT VERSANT 2             | 2019     | 1 000 m <sup>3</sup> |
| ETUDE POUR LE DIMENSIONNEMENT DU CONFINEMENT VERSANT 1 | 2018     | -                    |
| BASSIN DE CONFINEMENT                                  | 2021     | -                    |

#### **Article 2 – Délais d'application**

Les dispositions du présent arrêté sont applicables dès leur notification à l'exploitant.

Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral du 22 mars 2007 susvisé, restent inchangées et demeurent applicables.

#### **Article 3**

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il sera fait application indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

#### **Article 4 – Délais et voies de recours**

Conformément à l'article L. 181-17 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative auprès du Tribunal Administratif de Poitiers (15 rue de Blossac – BP 541 – 86020 Poitiers Cedex), dans les délais prévus à l'article R. 181-50 du code de l'environnement :

- 1° par l'exploitant, dans un délai de deux mois, à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée ;
- 2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 dans un délai de quatre mois à compter de :
  - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
  - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

#### **Article 5 - Publicité**

En vue de l'information des tiers :

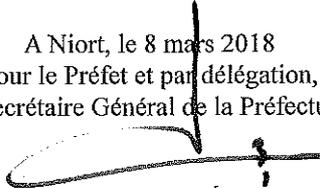
- 1° une copie du présent arrêté est déposée en mairie de LARGEASSE et peut y être consultée ;
- 2° un extrait de cet arrêté est affiché dans la mairie précitée pendant une durée minimum d'un mois ; procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Deux-Sèvres, pendant une durée minimale d'un mois.

#### **Article 6 - Exécution**

Le secrétaire général de la Préfecture, le sous-préfet de BRESSUIRE, le maire de LARGEASSE, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et l'inspection des installations classées pour la protection de

l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la  
**SA RIBOULEAU MONOSEM.**

A Niort, le 8 mars 2018  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général de la Préfecture,



Didier DORÉ